

Brevets sur les vaccins, stop ! Notre santé n'est pas un marché !

En mai dernier, Macron déclarait vouloir « *sortir le vaccin des lois du marché* ». Aujourd'hui il en appelle à une « *coordination mondiale sur la vaccination* ». Une pure posture médiatique quand, à l'OMC, les représentantEs de la France, de l'Union européenne, soumis aux intérêts des trust pharmaceutiques, refusent d'accorder aux États pauvres une dérogation temporaire aux accords sur les droits de propriété intellectuelle, afin de produire ce dont ils auraient besoin.

Des vaccins privatisés par les riches

Dans le monde capitaliste, on ne partage pas, on s'approprie au nom du profit. Alors que la vaccination est un enjeu central de la lutte contre la pandémie, la concurrence des laboratoires de Big Pharma conjuguée à celle des États constituent un frein majeur à l'extension des traitements, provoquant une pénurie de vaccins à l'échelle mondiale. Une pénurie mortelle pour les populations concernées mais qui arrange les firmes, car elle leur permet en réalité de faire monter les prix. Les pays pauvres doivent attendre pour être servis : un seul pays d'Afrique, les touristiques Seychelles, a commencé la vaccination.

Dans ce contexte, ce n'est ni Macron ni les autres dirigeants des pays riches, malgré leurs belles déclarations, qui peuvent inverser la tendance, tant ils sont au diapason des grands groupes pharmaceutiques. Ils préfèrent agiter la peur du gendarme et réprimer les libertés plutôt que de s'en prendre aux profits colossaux de ces grands groupes pour pallier la vacuité de leur politique sanitaire.

Les vaccins anti-Covid, bien commun de l'humanité

Il faut mettre un coup d'arrêt à la marchandisation de la santé par les grands trusts pharmaceutiques, déjà à l'origine de nombreux scandales sanitaires : Mediator, Dépakine... et qui constitue la première cause de défiance à l'égard des vaccins. Les vaccins autorisés, tout comme les médicaments, doivent devenir des biens communs.

Pour cela, il faut mettre fin aux brevets sur les vaccins et réquisitionner les usines des grands trusts pharmaceutiques, car tant que ces vaccins et leur production ne seront pas une propriété collective, la contradiction fondamentale entre le capitalisme, la recherche du profit, et nos besoins vitaux va continuer de s'aiguiser au détriment de notre santé. Il faut notamment imposer une licence obligatoire gratuite pour que, partout dans le monde, il puisse être fourni des vaccins gratuits à toutes les personnes qui en ont besoin, et pas seulement à celles et ceux qui en auraient les moyens ! Imposons un contrôle de la population sur les accords, les brevets, les essais cliniques, la pharmacovigilance, pour des vaccins et traitements sûrs et bien testés. Et dans un souci de transparence totale, les résultats des recherches doivent être rendus intégralement publics.

Mobilisation générale pour nos vies !

Il y a urgence à ce que ces vaccins puissent être produits massivement et soient rendus accessibles à tous les peuples du monde, le plus rapidement possible, car pour beaucoup, c'est bien une question de vie ou de mort.

Pour imposer cela, nous ne pouvons compter que sur nous-mêmes, en nous appuyant sur les travailleurEs de la santé, de l'industrie pharmaceutique... Des initiatives commencent à se populariser. Ainsi, 46 organisations et plus d'une centaine de personnalités ont lancé un appel-pétition pour la réquisition des brevets sur les vaccins anti-Covid. Un appel qui vient renforcer l'initiative citoyenne européenne « *Pas de profit sur la pandémie* ».

Ces appels constituent un premier pas dans la construction d'un large mouvement social contre les brevets des trusts pharmaceutiques, mais également pour opposer une réponse unitaire à l'ensemble de la politique sanitaire du gouvernement. Parce que nos vies valent toujours plus que leurs profits !

Le NPA65, Tarbes, le mercredi 17 février 2021